



Convention

INTERVENTION D'AIDES À DOMICILE ENTRE GRAND PÉRIGUEUX HABITAT ET

Entre les soussignés :

L'Etablissement public administratif local « Centre Communal d'Action Sociale » (CCAS) de la Ville de Périgueux, (N° SIRET :.....), et dont le siège social est situé 2, rue Charles Mangold à Périgueux, représentée par Mr AUDI Antoine, président, ayant tous pouvoirs aux fins des présentes,

Ci-après dénommé « le Prestataire »
d'une part,

ET :

L'Office Public de l'Habitat de la communauté d'agglomération du Grand Périgueux dont la dénomination sociale est **Grand Périgueux Habitat**, N° SIRET : 27240002900018, situé au 48 rue GAMBETTA à Périgueux, représenté par Mme Agnès CHAROUSSET agissant en sa qualité de Directrice Générale aux termes d'une délibération du Conseil d'administration en date du 1^{er} octobre 2015, enregistrée en Préfecture le 8 octobre 2015.

Ci-après dénommé « l'Office »
d'autre part,

Il a été préalablement exposé

La présente convention a pour objet de fixer le mandat donné au CCAS de Périgueux afin de favoriser l'accompagnement social par le biais de soutien à domicile pour les locataires de Grand Périgueux Habitat inscrits dans le dispositif de « Logement accompagné ». Le soutien à domicile regroupe un ensemble de services à destination des personnes fragilisées par la maladie, le handicap, l'âge grand ou petit.

Ces services se composent des aides aux tâches et aux actes essentiels de la vie quotidienne et favorise l'insertion pérenne dans le logement.

Article 1 – Objet de la prestation

Le Prestataire est mandaté par Grand Périgueux Habitat afin d'organiser l'intervention des aides à domicile pour les locataires de Grand Périgueux Habitat inscrits dans le dispositif de « Logement accompagné ».

Il s'engage donc à mener à bien la prestation suivante : gestion des interventions des aides à domicile pour Grand Périgueux Habitat et conformément à la réglementation en vigueur.

Cette mission s'accompagnera de la formation et de l'intervention d'une ou deux personnes spécifiquement mobilisées pour ce dispositif.

Article 2 - Exécution de la prestation

Le prestataire devra mener les actions d'accompagnement suivantes :

✓ La prestation fournie

Il sera proposé aux personnes accompagnées un forfait moyen de 20h en moyenne d'intervention d'une aide à domicile, pouvant être répartie sur un laps de temps à définir avec le bénéficiaire. Son rôle ne sera pas de faire l'entretien pour la personne, à sa place, mais bien plutôt de « faire avec », de donner quelques conseils, et d'évaluer la capacité du locataire à être autonome pour l'entretien de son logement.

Les heures et les jours d'intervention prévus seront établis pour chaque bénéficiaire en fonction de ses disponibilités, et en accord avec le prestataire et l'Office.

✓ Les obligations administratives

Le prestataire prend en charge à la place de l'Office certaines obligations administratives relevant du statut d'employeur.

Le prestataire prend en charge les éléments administratifs courants :

- ✓ Rédaction du contrat de travail,
- ✓ Établissement de la fiche de paie,
- ✓ Déclaration à l'URSSAF.

Le prestataire est également en charge des éléments administratifs exceptionnels.

Article 3 - Modalités d'intervention

Les modalités d'intervention sont fixées d'un commun accord entre la responsable du service d'aide à domicile du CCAS, la conseillère en économie sociale et familiale chargée de mettre en place l'accompagnement, et la personne aidée. Elles peuvent être modifiées à la demande de la personne aidée ou éventuellement du service.

Article 4 - Obligations du Prestataire

Le prestataire s'engage à réaliser la prestation selon les horaires convenus, sous réserve des modifications demandées par l'une ou l'autre partie.

Il s'engage également à envoyer au domicile de la personne aidée un ou des intervenants formés spécifiquement pour ce dispositif et en mesure de fournir la prestation demandée.

Il s'engage à assurer le remplacement, dans la semaine, de cet ou de ces intervenants en cas d'indisponibilité.

Il assure un suivi de l'intervention. Le remplacement est effectué par une autre aide à domicile, en fonction du planning de cet agent.

L'intervention est réalisée dans le respect de la personne aidée, de ses droits fondamentaux en tant que personne, de ses biens, de son espace de vie privée, de son intimité, de sa culture et de son choix de vie.

Le service s'engage à faire observer par ses intervenants la plus stricte neutralité politique, religieuse et philosophique.

Les intervenants ont interdiction de recevoir de la personne aidée toute délégation de pouvoir sur ses avoirs, biens ou droits, toute donation, tout dépôt de fonds, bijoux, valeurs.

Le service s'engage enfin à respecter et à faire respecter par ses intervenants une obligation de discrétion (cf. article 10).

Article 5 - Obligations de l'Office

L'Office s'engage à :

- ✓ Organiser avec le prestataire les interventions à domicile, à travers notamment le repérage en amont des ménages pouvant bénéficier de la prestation,
- ✓ Transmettre au prestataire les éléments nécessaires à sa mission,
- ✓ Mettre en œuvre les moyens nécessaires à travers La convention pour un meilleur accompagnement des foyers concernés (mutation, ...).

Article 6 – Durée du contrat

La convention de prestation est conclue pour la durée d'un an et s'achèvera le

La présente convention sera automatiquement résiliée à cette date.

Article 7 - Evaluation de la prestation

La convention est établie en fonction de la première évaluation des besoins et de la proposition d'intervention individualisée effectuées et mises en place par la conseillère en économie sociale et familiale qui accompagne le bénéficiaire, suite à une visite au domicile de ce dernier.

Une réévaluation des besoins est réalisée autant que nécessaire au domicile de l'utilisateur par la conseillère en économie sociale et familiale et l'intervenante à domicile.

Article 8 - Nature de la prestation d'aide à domicile

L'objectif général de l'intervention du service d'aide à domicile est de concourir au soutien à domicile des personnes nécessitant une aide découlant d'un état de dépendance, de handicap ou de fragilité sociale. La prestation fournie aux personnes aidées consiste dans la réalisation des tâches ou des actes suivants :

A la demande de la personne, cette prestation pourra être adaptée en fonction du besoin de la personne aidée et à sa demande ou avec son accord.

Cette prestation devra cependant rester dans le cadre correspondant aux possibilités d'intervention telles que définies par l'agrément de service aux personnes et la réglementation applicable aux services d'aide et d'accompagnement à domicile et aux rôles des intervenants.

Ces rôles sont les suivants :

- ✓ Entretien

Aide pour le ménage, aide pour l'entretien du linge, aide pour l'entretien de la maison (à l'exception des gros travaux), aide pour se chauffer (combustibles), etc...

- ✓ Alimentation

Aide à la préparation des repas, vaisselle, conseil pour la conservation des aliments et l'hygiène alimentaire.

Article 9 - Coût de la prestation et règlement

Les prestations fournies par le CCAS seront payées par Grand Périgueux Habitat chaque 30 du mois après réception de la facture.

La prestation est calculée sur le barème du tarif conventionné et sur la base d'un prix horaire sans prise en charge de 20.41 Euros.

La participation (prix horaire avec prise en charge par un organisme social) est de 20.41 Euros, sous réserve de la confirmation des tarifs réglementaires en vigueur et de l'accord des organismes financeurs.

Des coûts supplémentaires peuvent aussi s'ajouter :

- ✓ Paiement du salaire en cas d'absence de la personne accompagnée,
- ✓ Versement des indemnités à la charge de l'employeur en cas de licenciement,
- ✓ En cas de décès de la personne bénéficiaire, versement par les héritiers du salaire de l'aide à domicile pendant la durée du préavis de licenciement.

Le montant à payer correspondra au prix d'intervention horaire multiplié par le nombre d'heures réalisées ou prévues.

Le règlement des factures doit être déposé ou envoyé à l'office, et ne sera jamais transmis par l'intermédiaire de l'aide à domicile.

Article 10 - Obligation de confidentialité

Le Prestataire considérera comme strictement confidentiel, et s'interdit de divulguer, notamment toute information, document, donnée ou concept, dont il pourra avoir connaissance à l'occasion de la présente convention et conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique. Pour l'application de la présente clause, le Prestataire répond de ses salariés et des aides à domiciles comme de lui-même. Le Prestataire, toutefois, ne saurait être tenu pour responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public à la date de divulgation ou les obtenait de tiers par des moyens légitimes.

Tout manquement à cette obligation de confidentialité entraînera non seulement la résiliation automatique de la présente mais également le droit, pour chacune des parties, d'engager des poursuites pénales en cas de manquement grave et avéré.

Article 11 - Assurance de responsabilité

11.1 - Le Prestataire est responsable des pertes, dommages et dégâts causés par sa personne ou l'un de ses préposés lors de l'exécution du contrat. L'Office ne peut pas être tenu responsable d'actes ou de manquements commis par le Prestataire ou l'un de ses préposés lors de l'exécution du présent contrat.

11.2 - Le Prestataire garantit au Client que durant l'exécution du présent contrat, il est titulaire d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile pour des dommages corporels ou matériels causés aux tiers ou au personnel de l'Office du fait de l'exécution du contrat. Il devra en justifier à première demande de l'Office.

Article 12 - Résiliation anticipée

La convention peut être résiliée, sans pénalité financière, moyennant un délai de préavis d'un mois, adressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'absence du bénéficiaire pendant une durée inférieure à deux mois, La convention est suspendue, il reprendra dans les mêmes conditions fixées antérieurement, dès le retour de l'utilisateur.

En cas d'absence de la personne aidée, supérieure à deux mois, La convention est résiliée sans préavis.

L'inobservation des engagements réciproques est susceptible d'entraîner la fin de mise à disposition de l'aide-ménagère sans préavis ni indemnité.

Article 13 - Cession du contrat

Le présent contrat ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux.

Sont assimilés à une cession du contrat, un apport en société, une fusion, une absorption, une cession de fonds de commerce, un changement de majorité dans la répartition du capital social de l'une des parties et, d'une manière générale, toute opération tendant à faire changer la convention de patrimoine et/ou d'interlocuteurs.

Article 14 - Attribution de compétence – Règlement des différends

14.1 - Le présent contrat est soumis à la loi française.

14.2 - Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout litige qui pourrait surgir à l'occasion du présent contrat. En cas de désaccord persistant, ce différend sera de la compétence exclusive du Tribunal de Périgueux.

Article 15 - Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile à :

Pour le prestataire : 2, rue Charles Mangold 24000 Périgueux

Pour le : 48 rue Gambetta – CS 70118 – 24 054 Périgueux Cedex.

Convention rédigée sur cinq pages.

Fait en deux exemplaires remis à chacune des parties ;

Le _____, à Périgueux.

Signature du Prestataire

Le Président

Mr Antoine AUSSI

Signature de l'Office

La Directrice Générale

Mme Agnès CHAROUSSET